

Evaluation de la performance sociale et environnementale des entreprises

Auteurs
<p>Guido Palazzo, professeur d'éthique des affaires à HEC/UNIL, directeur du projet. Maia Wentland, professeure des systèmes d'information à HEC/UNIL, directrice du projet.</p>
<p>Mohammad Kazem Haki, doctorant mention systèmes d'information à HEC/UNIL, chargé de l'analyse de l'industrie pharmaceutique. Adriana Orellana, doctorante mention éthique des affaires à HEC/UNIL, chargée de l'analyse des industries du café et du cacao. Ulysse Rosselet, doctorant mention systèmes d'information à HEC/UNIL, chargé de l'analyse de l'industrie informatique.</p>
<p>Eudes Bourgois, étudiant en master de management à HEC/UNIL, chargé de la collecte des données et de l'analyse de l'industrie informatique. Rosette Hejeily, étudiante en master de sciences actuarielles à HEC/UNIL, chargée de la collecte des données et de l'analyse de l'industrie pharmaceutique. Jessica Ulloa, étudiante en master de management à HEC/UNIL, chargée de la collecte des données et de l'analyse des industries du café et du cacao.</p>

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
INTRODUCTION	4
LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES AU XXIE SIÈCLE.....	4
EVALUER LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	5
LE PROJET HEC D'ÉVALUATION DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES: UNE NOUVELLE APPROCHE.....	6
CHAPITRE 1: LE LABEL RSE D'HEC LAUSANNE, UN CONCEPT INNOVANT POUR L'ÉVALUATION DES ENTREPRISES	6
ETAPE 1: DÉTERMINER L'OBJECTIF	6
ETAPE 2: ANALYSER LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES	7
ETAPE 3: ÉVALUER LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES	8
CHAPITRE 2: LE SECTEUR DU CAFÉ	8
VUE D'ENSEMBLE DU SECTEUR DU CAFÉ.....	8
LES NUISANCES LIÉES AU SECTEUR DU CAFÉ	10
PROBLÈME 1: LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DIFFICILES DANS LES PLANTATIONS DE CAFÉ	10
PROBLÈME 2: LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES PLANTATIONS DE CAFÉ.....	10
PROBLÈME 3: LES FAIBLES REVENUS ET LA VULNÉRABILITÉ ÉLEVÉE DES PAYSANS	11
PROBLÈME 4: LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	11
SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION.....	12
CHAPITRE 3: LE SECTEUR DU CACAO	12
VUE D'ENSEMBLE DU SECTEUR DU CACAO	12
LES PROBLÈMES LIÉS AU SECTEUR DU CACAO	13
PROBLÈME 1: LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DIFFICILES.....	14
PROBLÈME 2: LE TRAVAIL DES ENFANTS ET LE TRAVAIL FORCÉ.....	14
PROBLÈME 3: LES FAIBLES REVENUS	15
PROBLÈME 4: LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	15
SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION.....	16
CHAPITRE 4: INDUSTRIE INFORMATIQUE	16
APERÇU GÉNÉRAL DE L'INDUSTRIE INFORMATIQUE	16
LES NUISANCES LIÉES À L'INDUSTRIE INFORMATIQUE.....	17
PROBLÈME 1: MINÉRAIS ISSUS DE ZONES DE CONFLITS ARMÉS	17
PROBLÈME 2: DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX	17
PROBLÈME 3: EXPROPRIATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES	18
PROBLÈME 4: VIOLATION DES DROITS DU TRAVAIL, SALAIRES INSUFFISANTS ET MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	18
PROBLÈME 5: PRODUITS DESTINÉS À TERME AU REBUT	19

PROBLÈME 6: RECYCLAGE INFORMEL.....	19
SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION.....	20
CHAPITRE 5: INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	20
APERÇU GÉNÉRAL.....	20
PROBLÈMES LIÉS À L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.....	21
PROBLÈME 1: SÉCURITÉ DES MÉDICAMENTS.....	21
PROBLÈME 2: INNOVATION.....	21
PROBLÈME 3: PRIX DES MÉDICAMENTS, PUBLICITÉ ET PROMOTION.....	22
PROBLÈME 4: ESSAIS CLINIQUES ET PRATIQUES DE LABORATOIRES.....	22
PROBLÈME 5: LOBBYING INDUSTRIEL.....	23
PROBLÈME 6: CORRUPTION.....	23
SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION.....	24
CONCLUSION.....	24
PRINCIPALES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SITES WEB :.....	26

Résumé

- Les gouvernements ne sont pas souvent disposés à, ou en mesure de, faire face aux problèmes sociaux et environnementaux qui se présentent tout au long des chaînes de valeur globalisées.
- Les organisations non gouvernementales rendent ces problèmes visibles et dénoncent l'implication des entreprises dans ces nuisances.
- Dans un monde globalisé, la responsabilité sociale d'une entreprise (RSE), ou sa responsabilité en matière de développement durable, se définit par son engagement contre les nuisances auxquelles elle est liée.
- L'évaluation de la performance des entreprises en termes de responsabilité sociale faite à partir d'une auto-description (rapports) n'est pas fiable.
- Des chercheurs de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne ont développé un nouveau concept basé sur une méthodologie simple, puissante et fiable.
- Cette méthodologie a été appliquée, dans le cadre d'un projet pilote, aux entreprises de quatre secteurs: le café, le cacao, l'informatique et l'industrie pharmaceutique. La présente brochure en résume les résultats.

Introduction

La responsabilité des entreprises au XXI^e siècle

Les processus de production provoquent des dommages sociaux et environnementaux qui mettent de plus en plus les entreprises sous pression. Lorsque nous achetons un produit, nous ne sommes souvent pas conscients du fait qu'il est le résultat d'une division complexe du travail: en effet, certaines des ressources nécessaires à sa fabrication proviennent peut-être de mines situées en Afrique, tandis que son assemblage peut avoir eu lieu dans une usine en Chine. La chaîne de valeur, ou chaîne d'approvisionnement, qui permet d'obtenir le produit fini n'est pas visible, pas plus que ne l'est la souffrance que sa production a peut-être engendrée. Gaspillage d'eau, émissions nocives, extinction d'espèces, esclavage, corruption, travail des enfants sont autant de problèmes qui peuvent être, entre autres, présents tout au long de la chaîne de valeur d'un grand nombre des produits que nous achetons.

Pourquoi ces problèmes? Au XX^e siècle, la plupart des produits achetés en Europe ou aux Etats-Unis étaient produits localement. La mondialisation a rendu possible la délocalisation des activités de production dans des pays où la main-d'œuvre est bon marché, les taxes moins élevées et les réglementations sociales et environnementales relatives à la production, moins contraignantes. Les productions de ressources agricoles telles que le coton ou le cacao, tout comme les usines dans lesquelles sont fabriqués nos ordinateurs ou nos T-shirts, sont situées dans de nombreux pays dont les gouvernements ne peuvent ou ne sont pas prêts à protéger suffisamment les droits humains des citoyens et l'intégrité de l'environnement naturel. Dans les pays n'ayant pas de gouvernement opérationnel, tels que les zones de conflit, ou dans ceux gouvernés par des régimes répressifs ou tout au moins autoritaires, les droits de l'homme sont facilement bafoués. Ainsi, lorsqu'un processus d'une chaîne de valeur globalisée a lieu dans un contexte géopolitique problématique, il engendre presque toujours des dommages sociaux et environnementaux.

Quelle est la responsabilité des entreprises dans un monde où la chaîne de valeur est mondialisée? Comment évaluer si une entreprise fait preuve de civisme ou non? Au XX^e siècle, on estimait que les entreprises devaient créer des emplois, fournir des produits, payer des impôts et se conformer aux lois. Dans le monde globalisé du XXI^e siècle, alors que de nombreux gouvernements ne parviennent pas à contrôler les effets secondaires négatifs des activités des entreprises, cette vision de la responsabilité des entreprises n'est plus satisfaisante. On s'attend désormais à ce qu'elles réduisent ou atténuent les dégâts causés par leurs processus de production. *Ne pas nuire* est devenu la norme pour les entreprises.

Au début des années 1990, les premières entreprises à externaliser leur production dans des pays en voie de développement (industries du textile et des articles de sport) ont été critiquées par des associations d'étudiants, des églises et des organisations non gouvernementales lesquelles dénonçaient les mauvaises conditions de travail en vigueur dans les usines de leurs fournisseurs. A cette époque, les entreprises ciblées, telles que Levis ou Nike, ont nié toute responsabilité prétextant que les usines visées ne leur appartenaient pas. Il est vrai qu'à l'époque Nike ne possédait pas les usines situées en Indonésie, pas plus qu'elle ne possède pas aujourd'hui celles situées en Chine et au Bangladesh. Depuis lors, un changement très important s'est opéré dans la perception de la notion de responsabilité des entreprises: par le passé, elles étaient tenues responsables de leurs seules actions, même si ceci était mal accepté par les organisations de la société civile qui rédigeaient des rapports révélant les violations

des droits des travailleurs ou la pollution des rivières ou par les médias qui relayaient ces informations.. Aujourd'hui, elles sont considérées comme (co-)responsables de tous les (éventuels) problèmes pouvant survenir tout au long de leur chaîne de production. Qu'elles soient propriétaires ou non d'une usine ou d'une plantation n'est plus un argument. Le fait qu'elles ont le pouvoir de transformer la misère à laquelle elles sont liées, est considéré comme une raison suffisante pour les en tenir responsables. Les entreprises qui ne se préoccupent pas de ces questions mettent leur réputation en jeu. En effet, les organisations non gouvernementales sont susceptibles de lancer des campagnes à leur encontre lesquelles, amplifiées par les médias, peuvent inciter les consommateurs à se détourner de leurs produits au profit d'un concurrent plus responsable.

Evaluer la performance des entreprises en matière de développement durable

Comment les entreprises font-elles face à ces exigences? A l'heure actuelle, la plupart des entreprises publient des rapports intitulés «Responsabilité sociale de l'entreprise» ou «Développement durable», dans lesquels elles décrivent leurs engagements social et environnemental. Dans ces documents, toutes se décrivent comme des acteurs hautement responsables dotés d'une stratégie commerciale s'inscrivant dans le développement durable. Pourtant derrière la plupart de ces rapports, souvent bien rédigés, peuvent subsister de mauvaises pratiques. Les informations fournies dans ces rapports ne permettent pas toujours d'évaluer si les pratiques réelles sont véritablement axées sur le développement durable ni même si les entreprises donnent des signes crédibles d'un engagement visant à de bonnes pratiques.

Comment évaluer la performance des entreprises en matière de développement durable? Hormis les auto-descriptions données par les entreprises elles-mêmes, les scientifiques, les ONG, les journalistes et d'autres acteurs tentent d'examiner les nombreux défis sociaux et environnementaux posés par les processus de production mondialisés. La difficulté de l'exercice réside dans la très grande fragmentation des informations. La simple consultation d'une page web ne permet pas d'analyser les chaînes de valeur des entreprises. Il n'existe pas de vue d'ensemble complète. C'est pourquoi même les experts en développement durable doivent examiner d'innombrables sources afin de trouver, traiter et interpréter les données existantes qui sont éparpillées sur Internet.

Ces dernières années, diverses organisations à but lucratif ou non se sont lancées dans l'analyse de la performance des entreprises en matière de développement durable. Mais ces rapports ne sont pas toujours accessibles au public car ils sont vendus comme des produits; d'autres présentent des conclusions discutables car reposant uniquement sur des auto-descriptions; d'autres encore, certes basés sur les informations d'organisations non gouvernementales ou de scientifiques, ont une approche beaucoup trop pointue (des outils et des questionnaires qui comptent des centaines, voire des milliers de questions et de critères).

Il est donc nécessaire de proposer une nouvelle méthodologie qui soit simple, puissante et fiable.

Le projet HEC d'évaluation de la responsabilité sociale des entreprises: une nouvelle approche

A l'occasion du 100^e anniversaire d'HEC Lausanne, la faculté des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Lausanne, une équipe de chercheurs dirigée par les professeurs Palazzo et Wentland a développé un nouveau concept permettant d'évaluer la performance des entreprises en termes de responsabilité sociale. Deux idées de base le sous-tendent: (i) l'évaluation doit s'articuler autour d'un jeu réduit de critères pouvant s'appliquer, indépendamment de toute auto-description, par un examen minutieux de l'information disponible sur Internet et (ii) il est possible d'évaluer la responsabilité sociale des entreprises au moyen d'une dizaine de questions pertinentes.

Pour tester ces idées et valider ce concept, quatre secteurs industriels ont été retenus: le café, le cacao, l'informatique et l'industrie pharmaceutique. Deux raisons principales ont présidé à ce choix. Tout d'abord, ces industries sont toutes concernées par des problèmes sociaux et environnementaux variés si bien qu'une base de données suffisante est disponible. Par ailleurs, au moins un acteur clé de chacun d'entre eux a son siège en Suisse, voire aux abords du Lac Léman. Les critères retenus pour l'approche sont appliqués à quatre ou cinq entreprises de chaque secteur.

L'objectif est d'évaluer le degré de performance de ces entreprises pour ce qui touche aux plus grands défis sociaux et environnementaux de leurs secteurs respectifs. L'étude pilote débute avec la déconstruction des chaînes de valeur de chacun des secteurs et la mise en lumière des problèmes sociaux et environnementaux qui se posent tout au long de ces 4 chaînes. Les problèmes les plus importants dans chaque secteur sont ensuite identifiés pour être analysés. Notons que l'évaluation ne porte pas sur l'entreprise en elle-même, mais sur sa manière de traiter ces problèmes.

Chapitre 1: le label RSE d'HEC Lausanne, un concept innovant pour l'évaluation des entreprises

Les entreprises sont assaillies de questionnaires relatifs à leur performance en matière de RSE. Il ne s'agit donc pas d'en créer un supplémentaire. Il s'agit de proposer un jeu restreint de 12 critères, facilement instanciables, devant :

- revêtir la plus grande importance pour une bonne performance en matière de RSE,
- être difficiles à « manipuler » par les entreprises,
- être relativement faciles à examiner sur la base des informations publiquement disponibles.

La RSE est définie ici de la manière suivante : toute entreprise dont les processus de production sont globalisés est co-responsable des nuisances causées tout au long de sa chaîne de valeur. Cette définition implique de suivre les problèmes sociaux et environnementaux susceptibles de survenir tout au long de ces chaînes de valeur. Ainsi, la crédibilité de l'engagement de l'entreprise en faveur de la réduction des plus importantes de ces nuisances doit être très soigneusement examinée.

Etape 1: déterminer l'objectif

Pour l'étude pilote, quatre secteurs ont été retenus, à savoir le cacao, le café, l'informatique et l'industrie pharmaceutique. Pour chacun d'entre eux, quatre ou cinq entreprises majeures ont été analysées. Dans une première étape, la chaîne de valeur de ces quatre secteurs a été découpée en phases et une attention particulière a été portée aux problèmes sociaux et environnementaux qui peuvent apparaître à chacune des phases. L'analyse a ensuite été limitée aux problèmes les plus importants pour chaque secteur, en supposant qu'une gestion appropriée de ces difficultés devrait générer une performance RSE globalement satisfaisante. Ainsi cette première étape aboutit-elle à une minutieuse définition des problèmes.

Etape 2: analyser la performance des entreprises

Dans la deuxième étape, la performance de ces entreprises est évaluée à l'aune des douze critères suivants (il est important de remarquer que l'analyse *porte toujours sur la gestion d'un problème en particulier* et non pas de l'entreprise en général):

Critère 1, *la compréhension du problème*: Les bonnes solutions sont conditionnées à une interprétation correcte des vrais problèmes. Une entreprise qui ne reconnaît pas un problème ou qui y répond en adoptant une mauvaise attitude ne peut parvenir à le gérer correctement. Une vision large est préférable à une vision restreinte d'un problème.

Critère 2, *l'intégration stratégique du problème*: une entreprise qui prend un problème au sérieux le traitera comme un véritable défi stratégique. L'apparition (ou non) du problème dans la communication stratégique de l'entreprise, la forme qu'elle prend, ainsi que la vision de l'engagement sur le long terme sont analysées.

Critère 3, *l'intégration du problème au niveau opérationnel*: l'entreprise développe-t-elle des processus destinés à mettre en place une solution, modifie-t-elle un processus de sa chaîne de valeur si nécessaire, développe-t-elle des systèmes incitant à l'intégration du problème au processus de décision? Le problème est-il mentionné dans les documents de base de l'entreprise et dans les déclarations publiques de la direction?

Critère 4, *les normes appliquées*: une entreprise peut faire appel à des normes plus ou moins exigeantes pour l'évaluation et la gestion d'un problème tel que le recours aux pesticides ou les conditions de travail dans les usines. Les normes vont des lois locales les moins strictes jusqu'aux normes les plus exigeantes co-développées avec des ONG.

Critère 5, *la certification externe*: l'entreprise met-elle en œuvre un programme de certification externe pour la gestion du problème concerné (par exemple un label de commerce équitable)?

Critère 6, *la responsabilité*: la société définit-elle des objectifs par rapport au problème en question, développe-t-elle un programme destiné à atteindre ces objectifs et communiquer sur ses performances?

Critère 7, *les mesures*: il est possible de mesurer l'empreinte qu'une entreprise laisse, notamment en ce qui concerne la biodiversité, les émissions de carbone ou l'utilisation de l'eau. L'entreprise met-elle en place de telles mesures tout au long de sa chaîne d'approvisionnement?

Critère 8, *le contrôle par un tiers*: qui contrôle les résultats des engagements pris par l'entreprise en matière de RSE? Personne? L'entreprise elle-même? Une organisation

mandatée par l'entreprise? Un tiers indépendant? Les résultats du processus de contrôle sont-ils ensuite publiés? Plus une entreprise collabore avec des systèmes indépendants de contrôle, plus son engagement est crédible.

Critère 9, *l'honnêteté*: l'entreprise décrit-elle les problèmes, dilemmes et défis auxquels elle est confrontée, ainsi que les erreurs qu'elle a commises, lorsqu'elle communique? Ou bien se contente-t-elle de brosse une image positive de son engagement?

Critère 10, *l'engagement des parties prenantes*: l'entreprise implique-t-elle les acteurs concernés par la gestion du problème dans le processus de résolution de celui-ci? La solution vers laquelle elle s'oriente prend-elle en compte les préoccupations, les valeurs et les intérêts de ces acteurs?

Critère 11, *la participation à des initiatives multipartites*: l'entreprise joue-t-elle un rôle actif dans les initiatives multipartites qui tentent de trouver des solutions globales aux problèmes? Coopère-t-elle avec des ONG incontournables afin de définir des normes et mettre en œuvre les processus qui en découlent?

Critère 12, *le renforcement des compétences*: l'entreprise s'engage-t-elle dans le renforcement des compétences afin de donner aux personnes touchées par un problème les moyens de le résoudre (par exemple des formations concernant les droits des travailleurs pour les ouvriers chinois, la promotion d'organisations de travailleurs, la conclusion d'accords avec les syndicats concernant ledit problème)?

Etape 3: évaluer la performance des entreprises

La performance relative est classée, pour chaque question, dans l'une des trois catégories suivantes:

Vert: si le problème est bien géré, ou encore si l'entreprise a commencé à gérer le problème et a formulé un programme ambitieux, détaillé et transparent ainsi qu'un calendrier clair.

Jaune: l'entreprise s'est saisie du problème ou a au moins annoncé un programme allant dans ce sens et qui promet d'avoir un impact positif. L'engagement n'est cependant pas considéré comme suffisant.

Rouge: l'entreprise nie sa responsabilité, est impliquée dans des activités de blanchiment écologique douteuses et ne modifie pas ses pratiques commerciales néfastes.

Cette démarche ne vise pas des systèmes parfaits, mais cherche à évaluer si une entreprise est sur la bonne voie. Il existe finalement autant d'évaluations que de problèmes posés. Nous ne procédons pas à l'évaluation globale de l'entreprise, laissant cette tâche d'agrégation à l'utilisateur de cette méthodologie.

Chapitre 2: le secteur du café

Vue d'ensemble du secteur du café

Le café est l'une des matières premières les plus recherchées après le pétrole. Deux types de café sont commercialisés: l'arabica et le robusta. L'arabica est un café de très grande qualité qui représente 65% de la production mondiale tandis que le robusta, considéré de qualité

inférieure, représente les 35% restants. Leurs cours sur le marché mondial sont fixés aux bourses des matières premières de Londres et New York et varient en fonction de différents facteurs, parmi lesquels la date de livraison, la variété, la qualité et l'origine. Si la transformation du café ne nécessite pas de nombreuses étapes, la chaîne d'approvisionnement est néanmoins complexe et intègre des acteurs variés comme les usines de traitement, les exportateurs, les négociants et les usines de torréfaction. Les producteurs sont généralement situés dans des régions reculées de pays en voie de développement, tandis que les consommateurs se trouvent dans des pays développés bien réglementés. La production de café soulève un grand nombre de défis sociaux et environnementaux.

Les producteurs: le café est cultivé dans plus de 60 pays par environ 25 millions de paysans. Il représente une source importante de revenus pour les pays producteurs en générant des emplois principalement dans les régions rurales défavorisées. La majorité des plantations se trouvent en Amérique latine, plus particulièrement au Brésil, qui est le plus grand producteur de café avec 36% de la production mondiale. Il est suivi par le Vietnam (13%), la Colombie (8%) et l'Indonésie (7%).

Les consommateurs: selon la Tropical Commodity Coalition, la plupart des consommateurs de café sont les Européens avec 40% de la demande mondiale, suivis par les Etats-Unis avec 25% et le Japon avec 10%.

Les normes du secteur: depuis peu, la demande pour le développement de méthodes durables et respectueuses de certaines normes sociales et environnementales pour la production du café est croissante. Certaines entreprises du secteur ont montré leur préoccupation en adoptant des programmes de certification qui garantissent que le café a été produit dans le respect de normes sociales et environnementales. Il existe 4 certifications principales: Fairtrade (FT), Organic, Rainforest Alliance (RA), UTZ Certified et 4C. Bien que FT, RA et UTZ Certified prennent en compte des

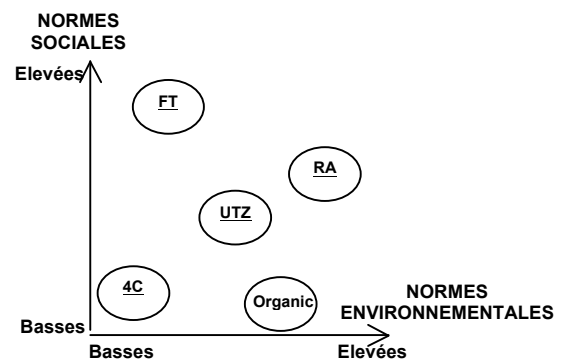


Schéma 1: Positionnement des normes du café en matières environnementales et sociales

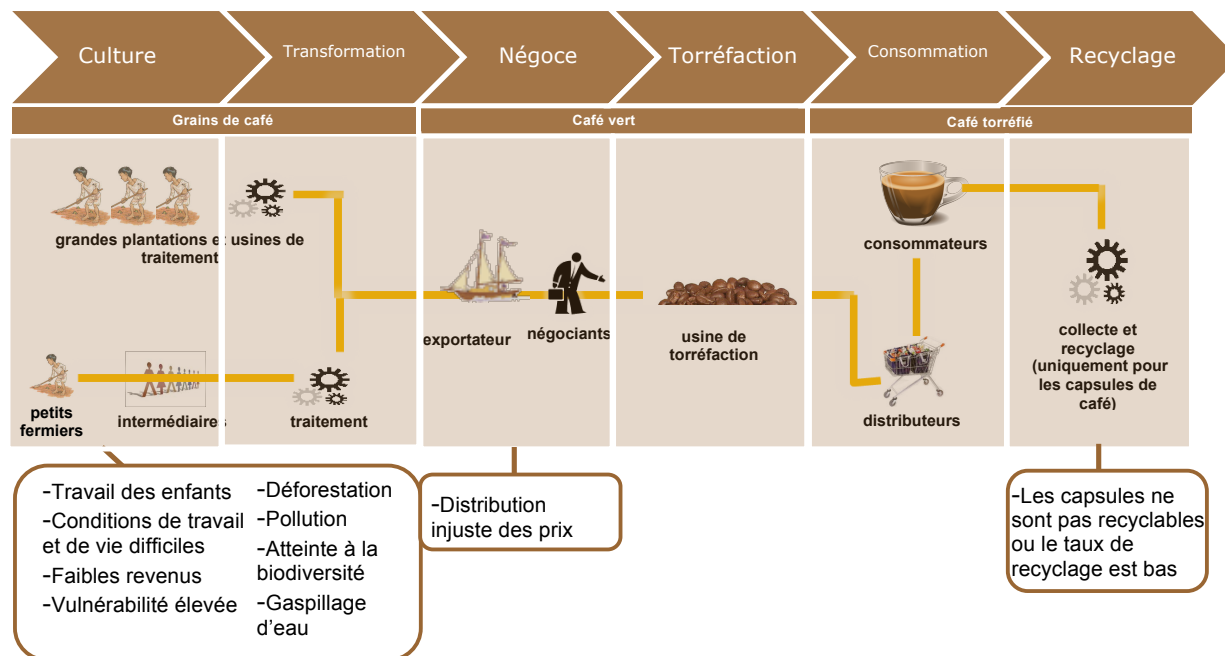
normes à la fois environnementales et sociales, FT est plus stricte sur les aspects sociaux, notamment en fournissant aux paysans un prix premium, un prix minimum et en avançant des crédits. Organic (biologique) ne tient pas compte des problèmes sociaux tels que le travail des enfants ou les salaires, mais se concentre sur la santé du personnel et les normes environnementales ; elle certifie que le café a été cultivé à 100% de manière biologique. RA se concentre très fortement sur les normes environnementales, beaucoup plus que FT et UTZ Certified. Enfin 4C n'est pas une certification, mais une référence qui garantit un minimum de développement durable. Le schéma 1 présente une vue approximative du positionnement des normes par rapport aux problèmes sociaux et environnementaux.

Les normes des entreprises: certaines sociétés se sont lancées dans le développement de leurs propres normes lesquelles peuvent être certifiées par un organisme tiers ou non. Les deux principales normes sont les C.A.F.E. Practices de Starbucks et le programme Nespresso AAA. Les C.A.F.E. Practices sont contrôlées par un organisme de contrôle indépendant (le Scientific Certification System).

Les parts de marché: environ 45% du café vert est contrôlé par 5 sociétés de torréfaction: Nestlé et Philip Morris/Kraft détenant 13% chacune, suivies par Tchibo (4%), Procter & Gamble et Sara Lee/Douwe Egberts. Les sociétés choisies pour cette analyse sont

Maxwell House (Kraft), Folgers (Smurckers), Nescafé (Nestlé), Nespresso (Nestlé) et Starbucks.

Les nuisances liées au secteur du café



Problème 1: les conditions de vie et de travail difficiles dans les plantations de café

Comme pour les autres matières premières agricoles, les pratiques mises en œuvre dans la culture du café sont souvent inefficaces et peuvent porter atteinte à la santé. De la préparation des sols au stockage final des sacs de café, les travailleurs sont exposés à différents risques, notamment l'empoisonnement par les pesticides, les piqûres d'insectes, les blessures y compris cutanées dues à une grande exposition au soleil. Les conditions de vie sont souvent extrêmes, en particulier pour les travailleurs saisonniers engagés durant la période des récoltes.

Starbucks semble s'attaquer sérieusement à ce problème, avec 81% de son café actuellement contrôlé avec sa norme C.A.F.E. Practices dont 10% est également certifié FT. Par ailleurs, Starbucks vise l'achat de 100% de café certifié ou vérifié d'ici à 2015. La distinction entre *certification* et *vérification* est importante: la certification signifie que l'entreprise répond aux normes fixées par une organisation tierce (FT, RA, UTZ ou Organic) ; la vérification implique qu'une entreprise qui a fixé ses propres normes fasse appel à une organisation tierce pour contrôler le respect de ces normes. La crédibilité d'un contrôle par un tiers étant plus grande, la certification doit être évaluée comme étant supérieure à la vérification. Nespresso s'est fixé l'objectif ambitieux d'acheter 80% de café certifié RA d'ici à 2013. Cependant l'entreprise n'a jusqu'à maintenant communiqué aucun chiffre significatif pour le café certifié ou vérifié. Il semble que Nescafé, Folgers et Maxwell House ne se soient pas encore préoccupées du problème.

Problème 2: le travail des enfants dans les plantations de café

Le travail des enfants est un problème complexe qui mêle des facteurs politiques, sociaux et économiques. On le rencontre dans la plupart des plantations des pays producteurs de café,

notamment le Brésil, le Vietnam, le Kenya et le Guatemala. On distingue le travail dans un cadre familial, les travailleurs migrants et le travail forcé. Bien que le nombre exact d'enfants travaillant dans les plantations de café ne soit pas connu, les estimations indiquent une fourchette allant de 7% à 12% de la main-d'œuvre impliquée dans les matières premières agricoles.

A cet égard, aucune des entreprises analysée ne s'attaque en particulier au travail des enfants dans sa chaîne d'approvisionnement. Certes, au travers de leurs normes, Starbucks et Nespresso ont posé des clauses relatives au travail des enfants. Néanmoins ces entreprises ne communiquent pas directement sur ce point. On peut supposer que le problème est traité indirectement par la mise en place de meilleures conditions de travail et de revenus plus élevés. En revanche, Nescafé, Maxwell House et Folgers ne semblent pas prendre de mesures particulières pour éviter le travail des enfants dans leur chaîne d'approvisionnement.

Problème 3: les faibles revenus et la vulnérabilité élevée des paysans

La viabilité économique des paysans est conditionnée par 2 facteurs: le revenu qu'ils perçoivent (lequel dépend des cours du café fixés sur le marché boursier et de sa distribution tout au long de la chaîne d'approvisionnement) et des facteurs pouvant affecter la production de café (le climat et les épidémies peuvent par exemple influencer la quantité et la qualité de la production de café). Les faibles revenus ont un impact direct sur les conditions de travail et de vie, et sur la scolarisation des enfants. Seul le FT tient compte de toute cette complexité, garantissant des prix équitables et des prix plancher, et avances de crédits. RA et UTZ Certified se préoccupent de cette question partiellement en indiquant un prix équitable basé sur les cours de bourse.

L'engagement de Starbucks et Nespresso est également partiel, puisqu'il passe par une distribution équitable du prix du café tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Bien que Starbucks soit le premier acheteur de café certifié FT (10% de ses achats) dans ce secteur, les revenus faibles et la vulnérabilité élevée des paysans ne semble pas être un défi clé de sa norme C.A.F.E. Practices. Nespresso ne répond que partiellement à ce problème en payant un prix premium aux paysans dans le cadre de son programme AAA et en affirmant vouloir acquérir 80% de café certifié. Nescafé, Folgers et Maxwell House n'ont pas de stratégie particulière face à ce problème. Bien que ces entreprises achètent du café FT, RA, Organic et UTZ Certified, la part de ces achats reste infime par rapport à l'ensemble de leurs achats (entre 0,5% et 3%).





















Problème 4: la destruction de l'environnement

Alors que le café est considéré comme la boisson la plus populaire au monde après l'eau du robinet, sa consommation se poursuit au détriment de l'environnement des pays producteurs. Afin d'évaluer la performance des entreprises sur ce point, il faut considérer 3 aspects: la destruction et la pollution de la forêt, le gaspillage de l'eau et le recyclage des capsules de café. Il est admis que pour une tasse de café, trois centimètres carrés de forêt sont détruits et 140 litres d'eau sont utilisés dans les pays producteurs. Le café est l'une des 3 cultures au monde qui reçoit le plus de pesticides, ce qui pollue les eaux et l'environnement des communautés locales. De plus, certaines entreprises comme Nespresso, Illy et l'Or espresso se sont lancées dans la commercialisation de machines à café avec capsules. Tous les types de capsules ont un impact négatif sur l'environnement: la plupart n'est soit pas recyclable, soit le taux de recyclage est bas. Organic, RA et les C.A.F.E. Practices de Starbucks ont des exigences environnementales strictes qui pourraient régler le problème. FT et UTZ Certified

sont moins exigeantes par rapport à ce problème environnemental dans la chaîne d'approvisionnement du café.

Starbucks achète 81% de son café contrôlé par des acteurs indépendants dans le cadre de normes environnementales acceptables (C.A.F.E. Practices). Nespresso travaille en partenariat avec RA depuis 2003 et souhaite atteindre 80% de café certifié RA. Cependant, la société n'a fourni à ce jour aucune information concernant le volume de café certifié RA. Par ailleurs, bien que ses achats de café dans le cadre de son programme AAA (qui comprend des clauses strictes concernant les préoccupations environnementales) représentent «près de 50%», aucun organisme de contrôle tiers ne garantit que les normes soient effectivement respectées. Enfin, Nespresso ne communique pas le taux de recyclage des capsules. Malgré son engagement ambitieux avec RA, il y a donc un manque de responsabilité et de transparence concernant ce problème. Nescafé, Maxwell House et Folgers ne semblent pas prêts à prendre au sérieux ce problème et ne prennent pas de mesures efficaces pour y remédier.

Synthèse de l'évaluation

Problème	Folgers	Nescafé	Nespresso	Maxwell House	Starbucks
Conditions de travail difficiles	 rouge	 rouge	 jaune	 rouge	 vert
Travail des enfants	 rouge	 rouge	 jaune	 rouge	 jaune
Bas revenus	 rouge	 rouge	 jaune	 rouge	 jaune
Destruction de l'environnement	 rouge	 rouge	 jaune	 rouge	 vert

Chapitre 3: le secteur du cacao

Vue d'ensemble du secteur du cacao

Ingrédient clé de la production de chocolat, le cacao représente une source essentielle de revenus dans les pays producteurs. La chaîne d'approvisionnement du cacao comporte plusieurs étapes intermédiaires entre le paysan et le consommateur final et implique notamment des intermédiaires locaux, des exportateurs, des négociants, des usines de transformation, des industriels et des marques de produits à base de chocolat.

Les producteurs: le plus grand pays producteur est la Côte d'Ivoire avec 36% de la production mondiale de cacao, suivie par le Ghana (20%), l'Indonésie (14%), le Nigéria (6%) et le Cameroun (5%). Environ 90% de la production mondiale de cacao est cultivée dans quelques 5.5 millions de fermes. Ces fermes de petite taille sont généralement des entreprises familiales. Cette étude porte principalement sur la Côte d'Ivoire et le Ghana où se concentre la majorité de la production mondiale de cacao.

Les parts de marché: depuis peu, la frontière entre les négociants et les entreprises de transformation est moins marquée. Ces activités sont dominées par des multinationales:

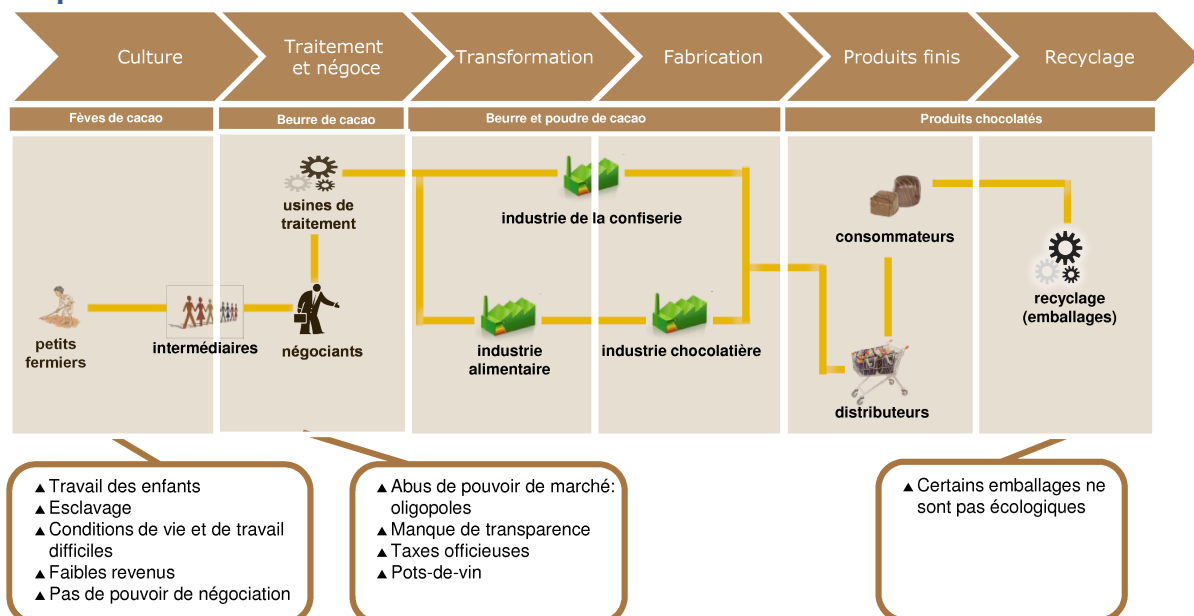
Archer Daniel Midland (ADM), Barry Callebaut, Bloomer, Cargill et Petra Foods. Les principales marques de produits à base de chocolat sont Mars et Kraft (qui a récemment racheté Cadbury), détenant toutes les deux 15% de parts du marché, suivies par Nestlé avec 13%, Hershey avec 8%, et Ferrero avec 7%. Les entreprises que nous avons sélectionnées pour notre analyse sont Kraft/Cadbury, Mars, Hershey, Lindt et Nestlé.

Les problèmes de ce secteur: depuis la dernière décennie, les préoccupations majeures liées au secteur du cacao concernent les conditions de travail abusives dans les plantations, notamment le travail des enfants et le travail forcé.

Les certifications: il existe 4 normes de certification dans l'industrie du cacao: Fair Trade, Organic, Rainforest Alliance et UTZ Certified (il s'agit des mêmes normes que celles du café; se reporter au chapitre concernant le café pour plus de détails concernant ces certifications).

Les initiatives: il existe 3 initiatives pour lutter contre les principaux problèmes sociaux que rencontre le secteur du cacao. L'International Cocoa Initiative (ICI), une initiative multipartite, vise à abolir le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao et intervient dans les communautés au Ghana et en Côte d'Ivoire. Cependant, d'après Payson Center, l'action de l'ICI ne couvre que 2,29% des communautés productrices de cacao en Côte d'Ivoire et 3% au Ghana. La deuxième initiative est la World Cocoa Foundation (WCF), qui s'attache à promouvoir le développement social et économique dans les communautés à travers des actions variées comme l'aide financière aux fermiers ou le partage de conseils techniques. Enfin, la troisième initiative est le Cocoa Livehood Program de la Bill & Melinda Gates Foundation, une initiative multipartite. Elle travaille aussi étroitement avec les fermiers en les aidant à améliorer leur productivité et à abolir les pires formes de travail des enfants. La WCF et la Bill & Melinda Gates Foundation travaillent en partenariat sur certains projets.

Les problèmes liés au secteur du cacao



Problème 1: les conditions de vie et de travail difficiles

Aujourd'hui, une ferme de cacao est «aussi grande qu'il y a 100 ans». Environ 90% de la production mondiale de cacao est cultivée dans des petites fermes qui sont majoritairement des entreprises familiales. La plupart des fermiers n'ont pas reçu d'instruction et disposent de connaissances limitées concernant les techniques de culture modernes et plus efficaces. Leurs principales tâches sont liées à l'entretien de la ferme, la récolte, l'ouverture des cosses, la fermentation, le séchage et le remplissage des sacs de fèves de cacao. Ils sont exposés à des matériaux dangereux tels que les pesticides, contre lesquels ils n'utilisent aucune protection. Le travail des fermiers nécessite beaucoup de main-d'œuvre, est éprouvant et comporte des risques importants pour la sécurité et la santé.

En 2009, Mars s'est engagé à ce que 100% de ses achats de cacao soit certifié RA ou autre d'ici à 2020. Jusqu'à maintenant, l'entreprise a respecté son engagement en acquérant 100 000 tonnes de cacao certifié RA (soit 22% de l'ensemble de ses achats de cacao) et 100 000 tonnes de cacao UTZ Certified. Il convient de remarquer qu'une partie du cacao peut être certifiée à la fois RA et UTZ, tandis que le reste du cacao peut avoir reçu l'une ou l'autre certification. Ce chevauchement laisse supposer que le volume total ne se cumule probablement pas. RA et UTZ imposent des normes exigeantes concernant les conditions de travail dans les fermes. Pour cette raison, il est considéré que Mars s'est lancé dans un programme très ambitieux qui pourrait entraîner une modification fondamentale de la structure de cette industrie en obligeant les autres grandes entreprises à prendre elles aussi des mesures significatives pour un approvisionnement durable en cacao. En 2010, Kraft a racheté Cadbury, devenant ainsi la principale entreprise de l'industrie chocolatière après Mars. Kraft achète 6,7% de cacao certifié RA et Cadbury 7,1% de cacao certifié FT. Ces pourcentages sont encore bas, mais ils représentent un premier pas vers un approvisionnement durable de la filière. En 2008, Lindt a lancé son Ghana Traceable Project (GTP) lui permettant de tracer l'origine exacte de ses fèves de cacao et de garantir un prix premium. Les problèmes de traçabilité et de bas prix constituant les défis majeurs à relever pour améliorer les conditions de travail dans les plantations de cacao, Lindt semble se saisir correctement du problème. Cependant, si Lindt mentionne un programme de contrôle de ses fournisseurs qui comprend des visites dans les pays producteurs de cacao, l'entreprise ne révèle aucune information concernant la portée de ce programme ni les audits. En 2009, Nestlé a lancé son Cocoa Plan, dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie des fermiers et des communautés liées au cacao grâce à l'investissement de CHF 110 millions sur 10 ans. Malgré cela, la société ne fournit aucun détail concernant ses activités de RSE qui pourraient améliorer les conditions de travail difficiles dans les fermes de cacao. Malgré un faible pourcentage de certification FT (environ 1% du total de ses achats de cacao) et un partenariat avec la WCF et UTZ Certified, il est difficile de constater un résultat significatif. Enfin, Hershey n'a entrepris aucune action concrète en faveur de la résolution de ce problème dans sa chaîne d'approvisionnement. Bien que l'entreprise fasse souvent référence à des donations à la WCF et la Bill & Melinda Gates Foundation, elle n'est engagée dans aucun programme destiné à lutter directement contre ce problème dans ses propres achats de cacao.

Problème 2: le travail des enfants et le travail forcé

Le travail des enfants et le travail forcé sont considérés comme les plus grands défis auxquels l'industrie du cacao est confrontée. Afin de réduire les coûts, des enfants sont utilisés à chaque étape de la production de cacao en Afrique de l'Ouest, du désherbage au transport des fèves de cacao, en passant par la récolte. Il existe 3 types de travail des enfants: le travail dans un cadre familial qui implique les enfants du fermier ou de parents proches, le travail qui implique les enfants d'une même communauté, et le travail rémunéré qui implique des enfants travaillant en échange d'un salaire dans une ferme.

L'industrie chocolatière a commencé à se préoccuper de ce problème il y a 10 ans. Aujourd'hui, la démarche de la société Mars semble être la plus efficace. Avec son objectif de 100% de cacao certifié RA d'ici à 2020, Mars agit contre le travail des enfants et le travail forcé. Elle n'a pas encore atteint son objectif mais a respecté son engagement jusqu'à maintenant. Kraft semble reconnaître ce problème et a commencé à réagir. La part de cacao certifié RA ou FT ne représente certes que 7% de ses achats de cacao, mais les deux certifications apportent des réponses efficaces au problème. L'engagement de Lindt sur ce point tient à un approvisionnement en cacao non pas de Côte d'Ivoire, mais uniquement du Ghana. En principe, le problème y est aussi présent, mais le gouvernement ghanéen se montre plus coopératif que le gouvernement ivoirien. Par ailleurs, bien que Lindt se soit saisi du problème, le projet manque de transparence en termes de résultats. Nestlé et Hershey sont les sociétés les moins engagées sur cette question. Il semble qu'elles ne soient pas engagées dans un quelconque système de certification ou de vérification externe.

Problème 3: les faibles revenus

Tout comme les autres matières premières agricoles, les cours du cacao sont très bas et instables. La plupart des fermiers vivent en dessous du seuil de pauvreté et n'ont pas les moyens de mettre en place des méthodes de production durable, d'accroître leur productivité ou d'améliorer la qualité. Les «petits planteurs et les ouvriers sont pris au piège dans le cercle vicieux d'une production non viable et de la pauvreté». Les ouvriers n'ont pas les moyens de mener une vie acceptable du point de vue économique et sont contraints de travailler dans des conditions extrêmes et d'avoir recours au travail des enfants dans les plantations.





















Mars traite correctement ce problème, lequel pourrait être résolu grâce à l'objectif de 100% de cacao certifié RA. Lindt doit encore relever les défis du manque de responsabilité et de transparence, mais la société est sur la bonne voie puisque son programme inclut un prix premium pour les fèves de cacao. Kraft a également commencé à réagir, en particulier depuis le rachat de Cadbury l'année dernière. Nestlé et Hershey ne semblent pas prendre ce problème en compte de manière efficace.

Problème 4: la destruction de l'environnement

La production du cacao bénéficie d'une image relativement «verte» par rapport aux autres matières premières. Pourtant elle n'est pas sans conséquence sur le plan environnemental et elle est liée à la conversion de l'habitat, la déforestation, la dégradation et l'érosion des sols, le traitement des eaux et des substances agrochimiques, principalement des pesticides. Le recours aux pesticides dans les plantations constitue la préoccupation environnementale la plus importante pour la production de cacao.

Mars s'emploie à régler la question environnementale dans sa chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, RA est la certification la plus stricte en matière environnementale. Si les volumes concernés sont encore faibles, Kraft s'est néanmoins vraiment engagée dans un approvisionnement en cacao écologique en démontrant son intérêt pour la certification RA. Lindt, Nestlé et Hershey ne traitent pas encore ce problème de manière efficace.

Synthèse de l'évaluation

Problème	Hershey	Kraft	Lindt	Mars	Nestlé
Conditions de travail pauvres	 rouge	 jaune	 jaune	 vert	 rouge
Travail des enfants	 rouge	 jaune	 jaune	 vert	 rouge
Bas revenus	 rouge	 jaune	 jaune	 vert	 rouge
Destruction de l'environnement	 rouge	 jaune	 rouge	 vert	 rouge

Chapitre 4: Industrie informatique

Aperçu général de l'industrie informatique

Nous utilisons chaque jour des ordinateurs personnels (PC) - ordinateurs de bureau ou ordinateurs portables - pour nos besoins privés ou professionnels. 350 millions de ces appareils ont été vendus dans le monde entier en 2011.

Dans cette étude, le discours et les pratiques en matière de RSE de 4 fabricants de matériels informatiques ont été examinés: HP, Dell et Toshiba, qui comptent parmi les plus grandes entreprises en matière de parts de marché et le groupe Apple, en raison de sa très grande visibilité. L'une des principales caractéristiques de l'industrie informatique tient à ce que la majeure partie du processus de fabrication d'un ordinateur est réalisée par des fabricants tiers, les entreprises de fabrication électronique (ElectronicManufacturing Services, EMS). Celles-ci ont des effectifs nettement plus importants que les grandes marques d'ordinateurs ; elles fabriquent des ordinateurs «barebones», qui sont ensuite étiquetés, assemblés et emballés dans les installations industrielles des grandes marques. Ces ordinateurs sont enfin achetés par le grand public ou par des entreprises. Lorsqu'ils tombent en panne ou deviennent obsolètes, ils sont collectés pour être recyclés.

Bien qu'il n'existe pas de labels pour le matériel, un code de conduite a été mis en place pour l'industrie informatique par la Coalition citoyenne de l'industrie électronique (EICC). Ce code, qui traite des droits de l'homme, du droit du travail et des aspects environnementaux sur un plan général, s'applique exclusivement aux entreprises de fabrication de produits électroniques, laissant de côté les organisations de la société civile. Les grandes sociétés informatiques y adhèrent volontairement, mais utilisent souvent leur propre code de conduite, en complément de celui de l'EICC.

Les nuisances liées à l'industrie informatique

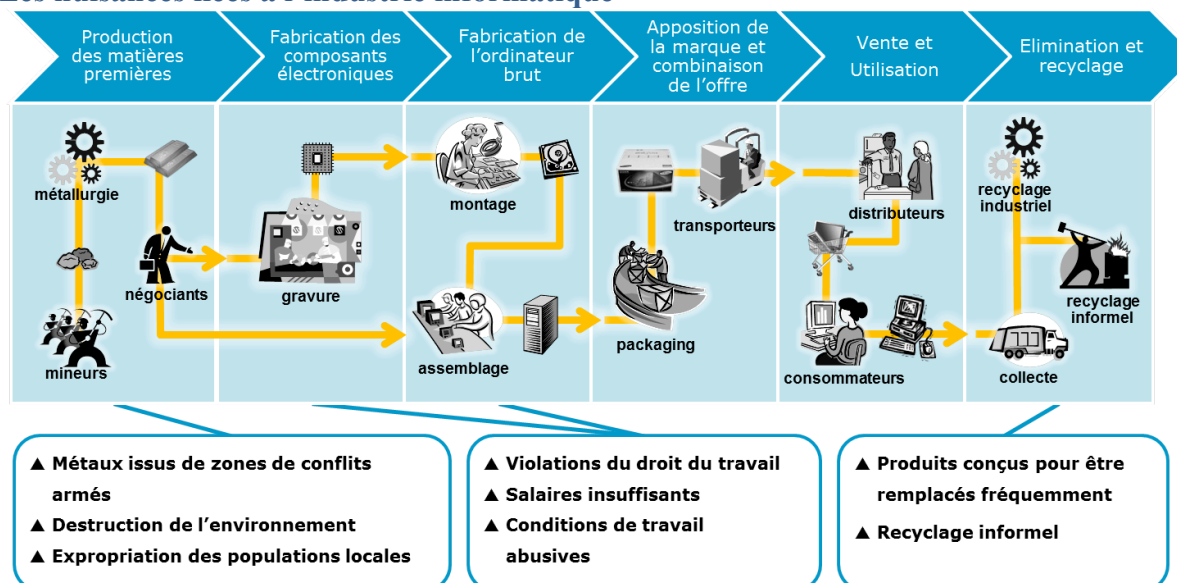


Figure 1: Cycle de vie d'un ordinateur

Problème 1: minerais issus de zones de conflits armés

L'extraction de minerais dans des zones de conflits armés et de violation de droits de l'homme conduit à l'exploitation de la population locale, qui non seulement souffre d'exactions violentes et répétées, mais ne bénéficie pas des revenus du commerce de minerais.

Hormi Toshiba, les entreprises qui font l'objet de cette étude identifient ces conditions d'extraction de minerais comme un problème majeur et reconnaissent une responsabilité indirecte induite par leurs pratiques d'achats aux fournisseurs. La traçabilité des métaux est rendue confuse par les multiples transformations nécessaires et le grand nombre d'intermédiaires impliqués. Quant à la manière d'aborder le problème, les entreprises informatiques ont chacune une approche différente: si HP et Dell comptent sur l'EICC pour décomposer la chaîne d'approvisionnement, Apple a mandaté une ONG pour dénouer l'imbroglio de sa chaîne d'approvisionnement en métaux et projette d'ajouter dans son code de conduite des directives relatives aux problèmes d'extraction de minerais dans des zones de conflit. Ces efforts en matière de traçabilité anticipent sur un futur règlement relatif à ces questions qui devrait s'appliquer prochainement aux entreprises américaines cotées en bourse. Le code de conduite de l'EICC ne couvre pas les minerais issus de zones de conflits et l'EICC a mis en place un groupe de travail pour étudier cette question. Le groupe HP quant à lui travaille avec des intervenants externes notamment pour ce qui concerne l'extraction de minerais en République démocratique du Congo et une enquête a été réalisée en 2007 afin d'identifier l'origine des métaux contenus dans ses produits.

Problème 2: dommages environnementaux

Les exploitations minières à ciel ouvert et souterraines ont un impact notable sur l'environnement, tel que pollution de l'air, épuisement et contamination des ressources en eau, modification de l'habitat.

Seule Apple reconnaît l'existence de nuisances environnementales liées à l'extraction et au traitement des minerais. Ce géant de l'informatique a mandaté une ONG pour étudier le

problème et établir des normes. Cette démarche n'a néanmoins pas encore abouti à la mise en place de procédures formelles, telles que l'élaboration de directives.

Problème 3: expropriation des communautés locales

Les opérations d'exploitation minière requièrent d'importantes quantités d'énergie et d'eau ; elles s'étendent sur de vastes zones. Dans de nombreux cas, les ressources et les zones agricoles et d'habitation sont prises aux communautés locales sans véritables compensations.

HP est la seule société à mentionner l'existence de ce problème et souligne le besoin d'impliquer la totalité de la chaîne d'approvisionnement pour le traiter, mais ne fixe aucune directive à l'intention de ses fournisseurs. On notera que, même si HP évoque ce point, son rapport relatif à la RSE n'en contient aucune description détaillée.

Problème 4: violation des droits du travail, salaires insuffisants et mauvaises conditions de travail

La fabrication d'ordinateurs nécessite une quantité importante de main-d'œuvre peu qualifiée et est souvent réalisée dans des pays où la protection du travailleur n'est pas suffisante, comme par exemple en Chine, en Thaïlande et aux Philippines. Le salaire standard de la plupart des travailleurs locaux, généralement très bas, couvre rarement le coût de la vie. Dans ce contexte, la violation des droits du travail est fréquente et se traduit par le non-respect des droits syndicaux. Par ailleurs la précarité de l'emploi générée par des contrats temporaires, les stages à long terme et un nombre excessif d'heures supplémentaires constitue un défi important. A cela s'ajoute la manipulation de produits potentiellement dangereux par des travailleurs sans équipements de sécurité adéquats et sans formation,. Il arrive trop souvent que les employés vivent dans les locaux mêmes de l'usine, dans des conditions insalubres. Leur fatigue extrême, combinée à un rythme de production très exigeant provoquent souvent des accidents. En outre, les usines imposent des règles très strictes qui, lorsqu'elles ne sont pas respectées, peuvent entraîner des réductions de salaire, le non-paiement de primes ou le licenciement. Il s'avère qu'aucune des sociétés informatiques ne signale la possibilité que ces conditions puissent être liées à la pression en termes de coûts et de délais exercée sur les fournisseurs.

Les 4 groupes informatiques considèrent les questions du droit du travail et des conditions de travail comme n'en formant qu'une seule et reconnaissent leur importance. Ces groupes mènent des études et des audits pour identifier les violations et exigent des fournisseurs qu'ils prennent des mesures correctrices en les menaçant de suspendre leurs relations d'affaires s'ils n'interviennent pas. Dell se contente de mentionner les problèmes et les gère à l'aide de questionnaires (qui n'identifient pas les violations) ; elle mentionne des audits, mais ne fournit aucune information quant aux raisons, aux objectifs et à la portée de ces contrôles. HP est la société la plus proactive et la plus engagée. Elle mène un nombre d'audits considérable et s'attaque aux problèmes soulevés par les ONG ; elle réalise aussi des programmes de formation conjointement avec une ONG destinés à des travailleurs chinois. A l'autre bout du spectre, Toshiba exige de ses fournisseurs de se conformer aux lois en vigueur dans les pays où ils exercent leurs activités. La société a identifié des non-conformités, mais ne donne pas d'informations sur ces abus, ni sur la manière elle les a traités.

En ce qui concerne les salaires insuffisants, seuls HP et Apple notent ce problème. Alors que le premier fait confiance à l'EICC et semble considérer ce point comme marginal, Apple les a inclus dans son code de conduite, allant même au-delà des exigences de l'EICC, et exige des compensations lorsque des abus sont identifiés.

Problème 5: produits destinés à terme au rebut

Les ordinateurs sont généralement conçus de telle manière qu'il est plus simple et moins cher de les remplacer que de les réparer ou de les faire passer à une version plus puissante. Les nouveaux produits sont cependant légèrement améliorés pour encourager le rachat – une tactique appelée obsolescence programmée.

































Le choix des matériaux composant l'ordinateur a un impact sur sa toxicité et sur son potentiel de recyclage. Mais alors qu'aucune des entreprises informatiques étudiées ne remet en doute la conception de ses produits et ses pratiques de marketing face à la dangereuse accumulation des déchets électroniques, elles reconnaissent toutes qu'elles sont principalement responsables des matériaux qui composent leurs ordinateurs. Toutes expriment le souhait de supprimer progressivement les produits chimiques dangereux contenus dans leurs produits. Selon Greenpeace, toutes ces entreprises, à l'exception de Toshiba, font des efforts importants pour éviter d'utiliser des matériaux toxiques dans leurs ordinateurs.

Problème 6: recyclage informel

La consommation effrénée d'appareils électroniques dans les pays industrialisés entraîne la production d'une quantité massive de déchets électroniques. Bien que les exportations de ces déchets soient réglementées, une grande quantité d'ordinateurs est exportée vers les pays en voie de développement, au prétexte de réduire la fracture numérique. Malheureusement, seule une petite quantité de ces ordinateurs est en état de fonctionnement. En conséquence, certaines régions du Ghana, de la Chine et de l'Inde se sont transformées en gigantesque décharges électroniques, provoquant la pollution de l'eau et du sol, et l'intoxication des populations avoisinantes. Dans ces pays, le recyclage des déchets électroniques est souvent réalisé par des travailleurs non qualifiés, utilisant des méthodes archaïques et sans aucun équipement de sécurité.

Bien que seule Apple signale que le recyclage outre-mer est interdit, les 4 entreprises étudiées expriment le souhait d'augmenter la quantité de produits recyclés en fin de vie et travaillent à mettre sur pied des systèmes de collecte. Dans l'ensemble, parcequ'elles feignent d'ignorer la complexité et les causes sous-jacentes du problème, elles doivent travailler à soutenir davantage la mise en place de systèmes de reprise et le recyclage des déchets électroniques.

Synthèse de l'évaluation

Problème	Apple	Dell	HP	Toshiba
Minerais issus de zones de conflits armés	 vert	 rouge	 jaune	 rouge
Dommages environnementaux	 jaune	 rouge	 rouge	 rouge
Expropriation des communautés locales	 rouge	 rouge	 jaune	 rouge
Violation du droit du travail	 jaune	 jaune	 vert	 rouge
Salaires insuffisants	 jaune	 jaune	 jaune	 rouge
Mauvaises conditions de travail	 jaune	 jaune	 vert	 rouge
Produits destinés à terme au rebut	 rouge	 rouge	 jaune	 rouge
Recyclage informel	 rouge	 rouge	 rouge	 rouge

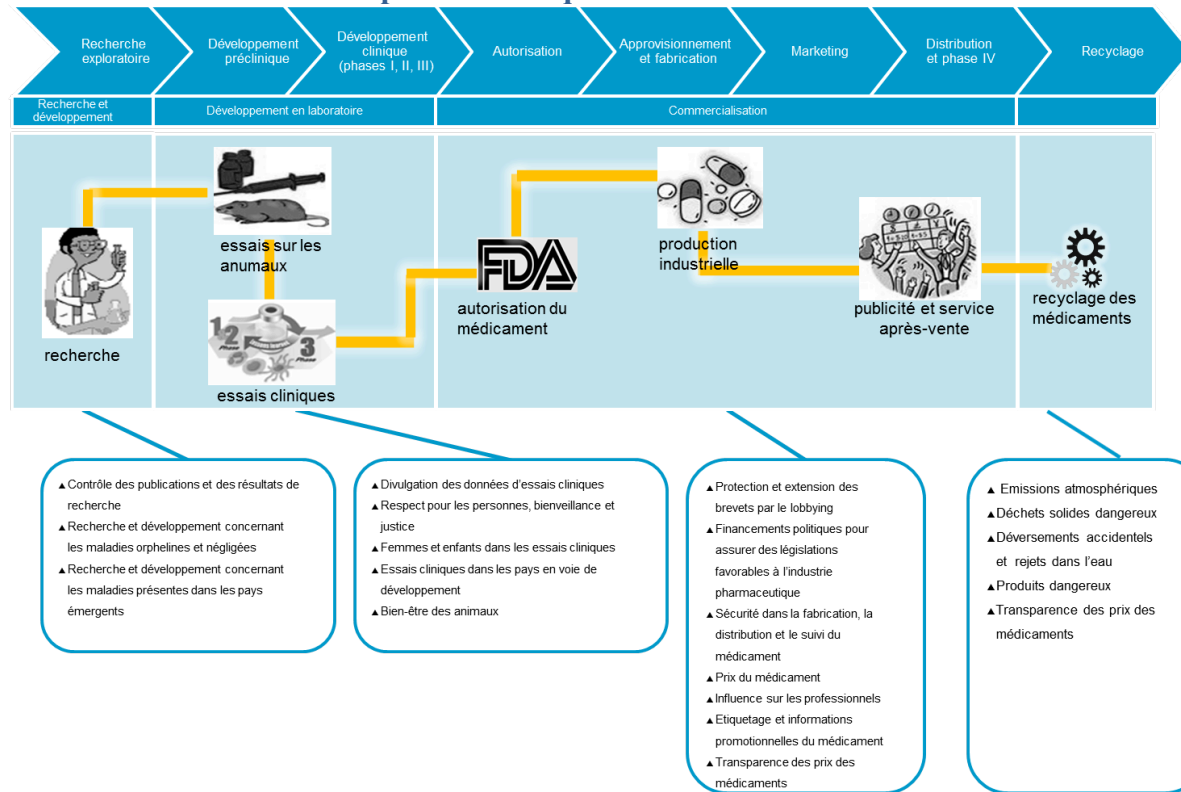
Chapitre 5: Industrie pharmaceutique

Aperçu général

L'industrie pharmaceutique est extrêmement complexe et peut être définie comme l'ensemble des processus, des opérations et des organisations impliqués dans la découverte, le développement et la fabrication de médicaments. Cette industrie est fortement réglementée, organisée au niveau mondial et ses produits sont utilisés par chacun de nous à un moment ou à un autre de sa vie.

L'enquête a été menée sur les cinq géants pharmaceutiques que sont Pfizer, Johnson & Johnson (J&J), GlaxoSmithKline (GSK), Novartis et Roche. Les questions les plus importantes ont été identifiées et la sélection a été validée par des experts du secteur pharmaceutique.

Problèmes liés à l'industrie pharmaceutique



Problème 1: sécurité des médicaments

Cette question porte sur *la sécurité des médicaments lors des processus de fabrication, de distribution et de surveillance post-marketing (après leur mise sur le marché)*. Alors que la sécurité des médicaments est un enjeu crucial, on peut estimer qu'elle n'est pas suffisamment traitée par la majorité des entreprises retenues dans cette étude. Toutes les entreprises, excepté J&J, en négligent indéniablement l'aspect le plus important: prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation dès qu'un problème relatif à la sécurité d'un médicament apparaît. La démarche des entreprises se borne souvent à informer les malades et les fournisseurs de soins médicaux des dangers relatifs au médicament controversé. Le groupe J&J a fait preuve d'une gestion remarquable, en particulier lorsqu'il s'est agi de rappeler des médicaments déjà mis sur le marché, quels qu'en fussent le coût à court terme et l'impact sur sa réputation. Plus généralement, J&J, Novartis et GSK prennent au sérieux l'engagement envers les parties prenantes et font preuve de transparence quant aux normes de sécurité; elles font régulièrement des études de surveillance post-marketing afin de s'assurer que leurs produits satisfont toujours aux normes de sécurité. A l'inverse, Pfizer et Roche se sont montrés jusque là assez peu coopératives, bien que Pfizer procède actuellement à des changements pour améliorer sa responsabilité sociale, et permette par exemple, que des tiers indépendants enquêtent sur ses pratiques.

Problème 2: innovation

L'épineuse question de l'innovation touche *les activités de R&D pour les médicaments orphelins et les maladies négligées, et pour les maladies présentes dans les pays émergents*. GSK et Roche se sont montrées très engagées dans l'innovation, en particulier pour les maladies dans les pays émergents. En effet, GSK, qui possède une unité de découverte de nouveaux médicaments spécialement dédiée aux maladies négligées, œuvre pour éradiquer la

plupart de ces affections. Roche a mis sur pied un réseau unique d'entreprises engagées dans l'innovation, comprenant plus de 150 centres de recherches indépendants, afin de favoriser la diversité des approches ; elle a de plus entrepris des démarches considérables en matière de renforcement des compétences, partageant son savoir-faire sur la fabrication de médicaments et en fournissant des conseils à des fabricants locaux situés dans les pays les moins industrialisés. A l'inverse, Pfizer, Novartis et J&J se sont moins mobilisés en matière d'innovation ne mettant en œuvre aucun projet visible pour mieux traiter les maladies négligées. Néanmoins, chacune a contribué à l'innovation à sa manière: Pfizer a ouvert l'accès de sa propre bibliothèque de composés médicamenteux et formé des spécialistes venant de pays émergents ; Novartis a créé l'Institut Novartis pour les maladies tropicales (NITD), tandis que J&J a acquis des entreprises sur la base de leur savoir-faire, de manière à ouvrir de nouvelles opportunités de recherche sur ces maladies.

Problème 3: prix des médicaments, publicité et promotion

Point sans doute le plus controversé de cette étude, cette question englobe *la fixation des prix des médicaments, l'étiquetage, les informations et matériels publicitaires, ainsi que la transparence en matière de fixation du prix des médicaments*. Le manque de transparence dont toutes les entreprises étudiées ont fait preuve est flagrant. En examinant le cas de Pfizer, il est curieux de constater que, non seulement la société pharmaceutique ne s'est pas montrée disposée à réduire les prix de plusieurs de ses médicaments distribués dans les pays les moins industrialisés, mais qu'elle a également été impliquée dans des scandales de publicité mensongère. En outre, l'analyse de ses dépenses montre que celles-ci sont 2 fois plus élevées dans les domaines du marketing, de la publicité et de la gestion que dans la R&D, alors que les fabricants de médicaments essaient de justifier leurs prix élevés par leurs énormes investissements dans la recherche et le développement. La situation laisse également à désirer pour J&J, qui manque de procédures pour fixer des prix adaptés au pouvoir d'achat des consommateurs et qui n'est pas transparent sur ses relations avec les autres parties prenantes.

En revanche, certaines sociétés, comme Roche et GSK, ont une bonne maîtrise d'au moins l'une des politiques suivantes: fixation des prix, publicité et promotion. En effet, bien que Roche ait compté parmi les plus grands délinquants économiques des années 1990 pour son rôle majeur dans la fixation cartellaire des prix des vitamines et qu'elle ait refusé toute politique de dons de médicaments, ses pratiques promotionnelles sont bien gérées via des unités dédiées spécialisées dans la communication ; en outre, elle a mis en place de bonnes procédures documentaires sur les médicaments et une surveillance de qualité. A contrario, et bien qu'il ait été prouvé dans le passé que GSK a dissimulé des informations cruciales, le groupe adapte les prix de ses médicaments au niveau de revenus des pays où ils sont vendus et réinvestit une partie de ses bénéfices dans les infrastructures médicales des pays les moins développés. Novartis a géré l'ensemble du problème de manière responsable, adoptant de bonnes pratiques promotionnelles reposant sur des méthodes rigoureuses; elle a aussi été la deuxième plus grande entreprise fabricant de médicaments génériques vendus à très bas prix, a lancé des programmes sur les dons de médicaments et a initié des campagnes de prise de conscience de maladies auprès de populations rurales mal desservies.

Problème 4: essais cliniques et pratiques de laboratoires

Ce problème concerne les droits de l'homme en matière d'essais cliniques (*respect des personnes, bienveillance et justice*), *femmes et enfants dans les essais cliniques, essais cliniques dans les pays émergents*, ainsi que *bien-être des animaux*. Toutes les entreprises étudiées semblent avoir une bonne compréhension de l'importance de ce problème très délicat.

Néanmoins, aucune mesure visible n'est prise pour contribuer à améliorer les normes industrielles en la matière. J&J semble être l'entreprise qui lui accorde le moins d'importance. Bien que le groupe ait fait état d'une diminution de 65 % de son utilisation d'animaux et ait mis fin à un contrat avec un laboratoire d'expérimentation animale très controversé (qui l'avait entraîné dans un scandale de maltraitance des animaux), J&J n'a pas manifesté la volonté de s'engager envers les parties prenantes ou à mettre en place des initiatives crédibles d'autorégulation allant dans ce sens. En ce qui concerne Pfizer, bien que ce géant pharmaceutique ait amélioré son engagement envers les parties prenantes et ait reçu une accréditation au début de l'année 2009 pour sa protection des droits de l'homme dans le cadre de ses essais cliniques, le groupe a été mêlé à un important scandale impliquant le recours à des enfants au Nigeria mais a préféré, plutôt que de traiter le problème, faire pression sur le procureur général du Nigeria pour le contraindre à oublier l'affaire.

Novartis ne semble pas avoir non plus mis en place de procédures concrètes pour faire face à ce problème. Quant à GSK, malgré le fait qu'il ait un contrat avec l'un des laboratoires d'expérimentation animale les plus controversés, force est de reconnaître que le groupe réalise aujourd'hui moins d'essais sur les animaux et qu'il a multiplié par 4 ses activités de recherche et développement. L'entreprise pharmaceutique Roche applique de bonnes procédures, fait preuve d'un engagement sérieux envers les parties prenantes et a reçu une accréditation pour son action en faveur du bien-être animal; elle apporte aussi un soin particulier aux personnes participant à ses essais cliniques en leur assurant un accès permanent aux médicaments cliniques après la fin des tests.

Problème 5: lobbying industriel































Les sommes importantes investies par les groupes pharmaceutiques dans les activités de lobbying (*interventions dans les milieux politiques visant à promouvoir une législation favorable aux fabricants de médicaments*) sont la principale raison des litiges dans le domaine du lobbying. En outre, les entreprises profitent souvent de leur importante présence dans l'arène politique pour soutenir des lois favorisant leurs intérêts, plutôt que le bien-être de la société. Pfizer a pratiqué un lobbying agressif, incitant les législateurs à voter une loi stricte sur les brevets afin d'empêcher d'autres groupes de fabriquer des médicaments génériques moins chers que les siens. Bien qu'étant le plus grand contributeur politique en 2010, Pfizer manque de transparence sur les objectifs de ses activités de lobbying et n'entretient aucune relation avec des ONG ou des patients lui permettant de se faire le porte-parole de leurs opinions. Les autres entreprises ont fait preuve d'un bon engagement envers les parties prenantes, de transparence, et collaborent de manière globalement satisfaisante avec les ONG. Dans toutes, on remarque la présence d'associations de lobbyistes qui occupent une position intermédiaire, défendant les intérêts des groupes pharmaceutiques de manière indirecte et les couvrant contre les risques de mauvaise réputation.

Problème 6: corruption

Les problèmes sous-jacents à la corruption affectent plusieurs étapes de la chaîne de production pharmaceutique et comprennent *la protection et l'extension des brevets via des activités de lobbying, la pression exercée sur les professionnels de la pharmacie, la non-divulgaration de données relatives aux essais cliniques, le contrôle des publications et des résultats de recherche*, ainsi que *l'utilisation de médicaments hors étiquette* (prescription de médicaments en dehors de leur indication). Il est notoire que Novartis est un contributeur politique qui protège jalousement ses brevets et a été plusieurs fois poursuivi en justice après avoir mis sur le marché de médicaments utilisés dans le cadre d'indications inappropriées.

GSK a elle aussi été impliquée dans des affaires de protection de brevets et de corruption et a par ailleurs exercé des pressions sur des professionnels. Pfizer a été compromise dans une série de scandales, incluant notamment une récente affaire de corruption, la protection de brevets, la falsification de résultats de recherche et la rétention d'informations cruciales. Pfizer, en plus d'avoir été impliqué dans le plus grand nombre de scandales de corruption, n'a pas montré une réelle volonté de faire face à la situation, tandis que les autres groupes pharmaceutiques ont commencé à mettre en œuvre des procédures permettant de mieux cerner le problème. J&J, par exemple, assure une formation permanente à ses employés en les éclairant sur plusieurs affaires de corruption. Roche et Novartis, deux compagnies suisses, ont mis en place des procédures de surveillance et de reporting dans tous leurs services. GSK, quant à elle, a récemment lancé plusieurs programmes anti-corruption. Last but not least, tous les groupes divulguent les montants qu'ils versent aux médecins et publient les résultats de leurs essais cliniques sur un site prévu à cet effet, quelques soient ces résultats.

Synthèse de l'évaluation

Problèmes	Pfizer	J&J	GSK	Novartis	Roche
Sécurité des médicaments	 jaune	 vert	 jaune	 jaune	 rouge
Innovation	 jaune	 jaune	 vert	 jaune	 vert
Fixation des prix des médicaments, publicité & promotion	 rouge	 rouge	 jaune	 vert	 jaune
Essais cliniques et pratiques de laboratoire	 rouge	 rouge	 jaune	 jaune	 vert
Lobbying industriel	 rouge	 jaune	 jaune	 jaune	 jaune
Corruption	 rouge	 jaune	 jaune	 jaune	 jaune

Conclusion

Cette étude pilote a été réalisée à titre d'expérience. Elle se fonde sur l'hypothèse, nouvelle, qu'il est possible d'évaluer les performances sociales et environnementales d'une entreprise sur la base d'un ensemble très réduit de critères pertinents. En appliquant ces critères à 4 industries, il a été possible d'identifier des disparités significatives en matière de performance. *Café*: l'industrie du café traite depuis 10 ans les problèmes sociaux et environnementaux liés à la production et à l'approvisionnement du café. La manière la plus efficace et la plus crédible d'améliorer les conditions sociales et environnementales de la production de café est de mettre en œuvre des projets exigeants de certification et de contrôle. Ces certifications se basent sur la collaboration des producteurs avec des tiers indépendants pour mettre en place et contrôler des normes et assurer la transparence de la chaîne d'approvisionnement. Starbucks

et Nespresso sont actuellement les seuls groupes à prendre des mesures significatives qui permettent de résoudre les problèmes de cette industrie.

Cacao: suite à des critiques persistantes de la société civile, les marques de cacao ont commencé à prendre des mesures pour relever les principaux défis environnementaux et sociaux qui se posent tout au long de la chaîne d'approvisionnement du cacao. Ces dernières années un changement fondamental a eu lieu dans le comportement des acteurs de ce secteur, certains groupes prenant des mesures. Mars et Kraft représentent à eux deux 30 % de l'industrie du chocolat ; leur décision d'investir dans les fournisseurs de cacao durable a un effet potentiel sur un tiers des cultivateurs de cacao. Les marques de chocolat devraient prendre des mesures plus nombreuses pour mettre en œuvre des projets crédibles de normes, de certifications ou de contrôles donnant plus de transparence à la chaîne d'approvisionnement. Des actions collectives sont nécessaires, telles que les initiatives de renforcement des compétences, les systèmes de traçabilité et les projets de certification.

Informatique: exposées aux critiques du public à la suite de scandales liés aux mauvaises conditions de travail dans les usines électroniques chinoises ou à la violation de droits de l'homme dans les mines d'extraction de métaux dans la République démocratique du Congo, certaines marques d'ordinateurs ont commencé à traiter les problèmes sociaux et environnementaux tout au long de leur chaîne de valeur. Un code de conduite à l'échelle de l'industrie a déjà été accepté par la plupart des entreprises. Mais ce code, très général, ne couvre pas tous les problèmes et s'avère difficile à mettre en œuvre. Reconnaisant ces limites, certains groupes ont élaboré leurs propres directives, plus exigeantes, et ont développé des partenariats avec des tiers de la société civile. A ce jour, il n'existe pas de labels indépendants propres à guider le consommateur vers un achat responsable; des efforts importants restent à réaliser en matière de traçabilité des matériaux, de contrôle des conditions de travail et de recyclage des produits en fin de vie. Deux groupes devançant les autres dans cette étude : HP est la plus proactive du panel Et tente d'être une locomotive pour l'industrie. Après plusieurs scandales, le groupe Apple est désormais plus actif, mais manque encore de transparence et ne mentionne, semble-t-il, que les aspects positifs de son engagement. Parmi les défis clés à relever dans ce secteur figurent les problèmes des produits destinés à terme au rebut et de l'accumulation des déchets électroniques.

Industrie pharmaceutique: du fait des nombreuses controverses soulevées par l'industrie pharmaceutique, principalement en raison du conflit d'intérêts entre la santé du public et les profits des groupes pharmaceutiques, les enjeux de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) revêtent une importance croissante. Les problèmes sociaux et environnementaux les plus cruciaux qui touchent aux activités des groupes pharmaceutiques se situent en amont et en aval de la chaîne de production et affectent directement le malade; ce sont d'une part, les essais cliniques et d'autre part, la fixation des prix et la promotion des médicaments. Les géants de l'industrie pharmaceutique ont tous fait preuve de responsabilité en mettant l'accent sur la recherche et le développement en faveur des maladies négligées et des affections sévissant dans des pays émergents. D'une manière générale, Pfizer est la moins convaincante sur la question de la responsabilité sociale, tandis que GSK et Novartis réalisent une performance assez acceptable. Roche est une référence en matière d'essais cliniques et de pratiques de laboratoires, tout comme J&J dans le domaine de la sécurité des médicaments. Comment cette compréhension émergente de la responsabilité sociale des entreprises vis-à-vis des nuisances causées tout au long de la chaîne de valeur est-elle perçue par les petites et moyennes entreprises et par le grand public? En collaboration avec M.I.S. Trend, société vaudoise d'études de marché, deux études ont été menées en Suisse. La première a permis d'analyser, sur un échantillon de 254 participants, la prise de conscience des PME face aux

défis que pose la chaîne d’approvisionnement. En règle générale, les PME suisses considèrent que leur responsabilité en termes de profits à réaliser est beaucoup plus importante que leur responsabilité vis-à-vis du bien-être de la société et du maintien du dialogue avec les parties prenantes.

La seconde étude a conduit à analyser la sensibilité du public suisse et les connaissances des défis liés à la chaîne d’approvisionnement auprès des 601 personnes interrogées. Les consommateurs croient en général que les préoccupations sociales et environnementales ont un impact majeur sur les décisions d’achat. Malheureusement, leurs connaissances sur l’engagement des groupes en matière de RSE sont souvent erronées. Par exemple, les résultats ont révélé que le public suisse pense que l’industrie du chocolat travaille de manière éthique et que Nestlé fait partie des groupes les plus performants en termes de préoccupations sociales et environnementales. Or notre analyse a abouti à un résultat différent : Nestlé figure parmi les entreprises qui ne prennent pas encore de mesures significatives pour faire face aux principaux défis posés par l’industrie du cacao.

Aujourd’hui, les produits que nous achetons génèrent des nuisances tout au long de leur processus de fabrication. La mise en évidence des nuisances sociales et environnementales liées à la fabrication et à la consommation des produits constitue un premier pas vers une nouvelle prise de conscience et un nouveau comportement des entreprises et des consommateurs.

Principales références bibliographiques et sites web :

- Apple Inc., 2009. *Apple Annual Report*. consultable sur: <http://phx.corporate-ir.net/phoenix.zhtml?c=107357&p=irol-reports>
- Boas M. and Huser A, 2006. Child labor and cocoa production: The case of Côte d’Ivoire and Ghana
- Campelle J. 2009, ‘Toward a Sustainable Cocoa Chain’ Oxfofam Internatinal Research Report, January, 2009.
- Caobisoc, CSM, OMA, ECA, FCC, NCA and WCF: Working to make a better life for children and adults on cocoa farms.
- Dell, 2009. *Dell Corporate Social Responsibility Report 2009*. Consultable sur: http://i.dell.com/sites/content/corporate/corp-comm/en/Documents/Dell_CR_Summary_Report_FINAL.pdf
- Profil de GSK sur Crocodyl.org
<http://www.crocodyl.org/wiki/glaxosmithkline>
- Profil de GSK sur Sourcewatch.org
<http://www.sourcewatch.org/index.php?title=GlaxoSmithKline>
- Greenpeace International, 2010. *Guide to Greener Electronics (Vers une électronique plus verte)* Consultable sur: <http://www.greenpeace.org/international/campaigns/toxics/electronics/>
- Griek L., Penikett J., Hougee E., 2010: “Bitter Harvest: Child Labour in the cocoa supply chain”
- Hewlett-Packard, 2009. *HP Global Citizenship Report 2009*. Consultable sur: http://www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/pdf/fy09_fullreport.pdf
- Huntingdon Life Sciences Animal Cruelty
<http://freepage.twoday.net/stories/1931086/>
- ILRF, Global Exchange, Green America and Oasis USA, 2010. ‘Time to Raise the bar: the real corporate social responsibility report for the Hershey Company’

IPEC: Combating child labour in cocoa growing (Geneva, ILO, 2005)

IPEC: Combating child labour in cocoa growing (Geneva, ILO, 2006)

IPEC: Combating child labour in cocoa growing (Geneva, ILO, 2007)

J&J's 2009 CSR report

<http://www.investor.jnj.com/2009sustainabilityreport/index.html>

Site du groupe J&J sur csrglobe.com

http://www.csrglobe.com/login/companies/johnson_johnson.html

Organisation sur le droit du travail:

<http://www.laborrights.org/files/ChocolateScorecard09.pdf>

Site de Mars : <http://www.mars.com/global/contact-us/faqs.aspx>

Exemples de durabilité chez Mars:

www.mars.com/global/assets/documents/mars_sustainability_local_examples_sept_2007.pdf

Site web de Nestlé: www.nestle.com

Notice of Forfeiture for Inadequate Directions of Use

http://www.justice.gov/usao/pae/News/Pr/2010/Sept/novartis_information.pdf

Site web citoyen de Novartis

<http://www.corporatecitizenship.novartis.com/index.shtml>

Profile de Pfizer sur Sourcewatch.org

<http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Pfizer>

Profile de Pfizer sur crocodyl.org

<http://www.crocodyl.org/wiki/Pfizer>

Rapport annuel 2010 de Roche

http://annualreport.roche.com/10/ar/home_en/startsite.htm

Salaam-Blyther T., Hanrahan C., and Cook N., 2005: Child Labor in West African Cocoa Production: Issues and US Policy. CRS Report for Congress

Schipper, I. & de Haan, E., 2009. *Computer Connections : Supply chain policies and practices of seven computer companies*, Stichting Onderzoek Multinationale Ondernemingen (SOMO) Centre for Research on Multinational Corporations.

Consultable sur: http://somo.nl/publications-en/Publication_3054/

Schipper, I. & de Haan, E., 2005. *CSR Issues in the ICT Hardware Manufacturing Sector*, Stichting Onderzoek Multinationale Ondernemingen (SOMO) Centre for Research on Multinational Corporations. Consultable sur: http://somo.nl/publications-nl/Publication_476-nl/base_view

Shrage E.J., 2004. Promoting international worker rights through private voluntary initiatives: public relations or public policy? Université de l'Iowa – Center for human rights (Centre sur les droits de l'homme).

Projet de durabilité de Starbucks <http://www.starbucks.com/responsibility/sourcing/coffee>

Toshiba, 2010. *Toshiba: Corporate Social Responsibility Report 2010 (Rapport annuel de Toshiba sur la responsabilité sociale d'entreprise)*, Toshiba. Consultable sur:

<http://www.toshiba.co.jp/csr/en/engagement/report/index.htm>

Tropical Commodity Coalition, 2009. Cocoa barometre

Vitamin Cartel Fined for Price Fixing, Guardian.co.uk - 21.11.2001)

<http://www.guardian.co.uk/money/2001/nov/21/personalfinancenews.europeanunion>

La version électronique de cette étude peut être téléchargée sur :

www.unil.ch/heclausanne100